

# Solidaires en action N° 140

Le 27 septembre 2016

## Mobiliser pour imposer d'autres choix !

Malgré la promulgation de la loi – à grands coups de 49-3 et de matraques – la mobilisation a repris le 15 septembre contre la loi Travail et le monde qu'elle porte : celui de toujours plus d'arbitraire patronal, de destruction des droits et garanties collectives, de précarité et de chômage, d'inégalités.

Lorsque les travailleurs et les travailleuses (salarié-es en poste, privé-es d'emploi, en formation, retraité-es) se mobilisent, font grève et descendent dans la rue, ce monde capitaliste est contesté et la « question sociale » est au centre des débats.

A l'inverse, lorsque nos luttes refluent, ceux et celles qui nous gouvernent ou aspirent à le faire relancent un climat politique délétère – de surenchère sécuritaire, xénophobe et raciste – et les politiques libérales redeviennent l'horizon perpétuel et indiscuté de nos sociétés – avec, là aussi, une surenchère dans les projets de régression sociale. Alors il faut continuer.

Bien entendu, **tous les moyens sont bons pour poursuivre le combat. Mais ne tombons pas dans le panneau des gesticulations qui masquent mal le choix du renoncement. Seul le rapport de force permettra de changer la donne.**

Alors **il faut lutter, ne pas se coucher, ne pas laisser la place mais l'occuper, de jour, de nuit, à l'automne comme au printemps.** Cela veut dire que la mobilisation tou-te-s ensemble doit se poursuivre et trouver les formes de son expansion, par la grève, les manifestations, le développement des espaces et des cadres d'auto-organisation.

Parce qu'il faut imposer l'abrogation de cette loi, malgré sa promulgation, comme nous l'avions fait pour le CPE. Et parce qu'en reprenant nos mobilisations, à travers nos actions, nos revendications, notre volonté de transformation sociale radicale, nous pouvons redonner sens à l'action collective et force à ceux et celles qui n'ont rien, pour ouvrir la voie à un véritable projet alternatif de société solidaire.

*Laurent Théron, secrétaire médical à l'AP-HP et syndiqué à SUD Santé soiaux a définitivement perdu l'usage de son œil le 15 septembre dernier, lors de la manifestation contre la loi Travail à Paris, sans doute après avoir reçu au visage un morceau d'une grenade lancée par les flics. Nous dénonçons à nouveau l'usage des grenades de désencerclement, lacrymogènes et des tirs de flash ball qui ont fait des centaines de blessé-es, parfois très graves.*

*Nous travaillons à la constitution d'un dossier complet sur la façon dont la police s'est comportée ces derniers mois dans les manifestations, pour saisir le Défenseur des droits.*

*L'Inspection Générale de la Police Nationale a été saisie. Nous nous mobiliserons pour que justice soit faite !*

*D'ici là, pour accompagner Laurent dans cette épreuve un appel aux dons a été lancé par son syndicat. Il est également possible d'envoyer un chèque à l'ordre de Sud Santé APHP (indiquer au dos "solidarité Laurent").*

*Syndicat Sud Santé Solidaires AP-HP, Hôpital Paul Brousse, 12-14 avenue Paul Vaillant Couturier, 94 804 Villejuif Cedex*

## Dans les entreprises et dans la rue : refusons la répression

Les 27 et 28 septembre, le tribunal de Bobigny a jugé les militants syndicaux de la CGT d'Air France réprimés suite à l'envahissement du Comité central d'entreprise et à l'affaire très médiatisée de la « chemise » le 5 octobre de l'année dernière. Présent-es lors du rassemblement devant le tribunal, nous avons réaffirmé notre soutien aux inculpés et à la mobilisation à Air France. Nous avons exigé l'arrêt des poursuites, la relaxe et la réintégration dans l'entreprise de tous les militants réprimés.

Mais cette affaire n'est pas isolée. En même temps que la confrontation au sein des entreprises et des services contre les droits des travailleuses et des travailleurs se durcit, **nous assistons à la volonté de réprimer toute velléité de combattre de façon résolue ces nouveaux dispositifs. C'est le cas dans de nombreuses entreprises : à Air France, à Goodyear, à la SNCF, à la Poste, contre les lanceurs d'alerte et leurs soutiens comme à Tefal...**

C'est aussi le cas dans la rue par la répression des manifestations avec des poursuites contre des militant-es et des agressions policières comme celle qui a fait perdre un œil à notre camarade de l'APHP lors de la manifestation du 15 septembre.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation nouvelle où **la répression est dure et massive, organisée par le patronat, la justice, la police et le gouvernement.** L'unité des organisations syndicales est décisive pour continuer ensemble la lutte contre ces politiques patronales et gouvernementale et obtenir ensemble l'arrêt de la répression antisynicale.

## **Doubs : la trésorerie d'Hérimoncourt ne fermera pas**

Dans le cadre de sa politique de destruction du réseau de proximité, le directeur départemental avait notamment pour sinistre dessein de procéder à la fermeture de la trésorerie d'Hérimoncourt dans le Doubs... pardon, de la regrouper avec celle d'Audincourt pour reprendre son vocabulaire. La suppression de cette trésorerie- car personne n'est dupe, il s'agissait bien de rayer de la carte cette trésorerie de proximité au sein de laquelle travaillent 7 collègues – devait intervenir au 1er janvier 2017.

Dès le mois de mars 2016, lorsqu'ils/elles ont eu connaissance de ce projet aberrant, les représentant-es de Solidaires Finances Publiques 25 se sont mobilisé-es et se sont immédiatement rapproché-es des élus concernés afin de les alerter de cette fermeture programmée et envisager toutes les mesures à mettre en œuvre conjointement pour gagner cette bataille. Ces élus se sont mobilisés, en prenant les délibérations nécessaires pour signifier leur refus catégorique de cette fermeture. **Tous les moyens nécessaires ont été utilisés (réunions, pétitions, interpellation des élus, manifestations devant la trésorerie, nombreux articles de presse, rencontres avec le sous-Préfet, etc...) pour sauver ce service public de proximité.**

Malgré cette action d'ampleur, malgré l'opposition unanime de tous, le directeur départemental s'est entêté et a transmis son projet irresponsable à la Direction Générale à la fin du premier semestre. Ce qu'il ignorait, c'est que cette mobilisation sans précédent n'était pas vaine. Le Préfet a en effet rendu dans un premier temps un avis défavorable à la fermeture de cette trésorerie, puis le Ministre dans un second temps. Pour une fois, ce dernier a bien voulu écouter la base et a donc refusé la fermeture de ce service de proximité. Encore une fois, la lutte a payé !

## **Rennes : faux billets pour fausse facture**

Solidaires 35 appelait le 8 septembre à un rassemblement place de la mairie. Il s'agissait de **protester contre la facture émise par la mairie de Rennes à l'encontre de notre Union Syndicale pour payer la remise en état de la Maison du Peuple, soi-disant dégradée durant son occupation légitime par le mouvement social durant la lutte contre la Loi travail.**

43000€ de frais, pour une salle que la municipalité dite de gauche n'aura de cesse de raser pour réaliser une belle opération immobilière au cœur de ce Rennes capitaliste et mercantile qu'elle rêve de construire (en 2030 ?). **Le gouvernement Hollande porte l'entière responsabilité de ce mouvement social et de ses conséquences sur les quelques perturbations occasionnées par les grèves, manifestations et par les occupations.** S'il y a quelqu'un à qui présenter la facture, c'est donc au gouvernement ami de Mme Appéré, au premier ministre et au ministre de l'intérieur qui pilotait presque directement la répression sur Rennes.

L'union syndicale Solidaires 35 ne serait pas opposée à la remise en état de la Maison du Peuple... à la seule condition que ce lieu soit mis à la disposition permanente du mouvement social.

Mais nous constatons que les choix politiques du gouvernement et de la mairie sont d'accorder des centaines de milliers d'euros d'argent public à des fins strictement privé (les commerçants) et de faire payer les syndicalistes, représentant-es des salarié-es.



Plus de 400 personnes, venant de toutes les composantes du mouvement social rennais, ont répondu à l'appel. **Nous avons dénoncé cette opération revancharde à l'encontre de notre syndicalisme, opération qui vise également à criminaliser la résistance populaire légitime à l'hégémonie libérale pour tenter de l'atrophier.**

Les grands moyens étaient de sortie : déploiement policier des grands jours, BAC sur le pied de guerre, nouvelles interdictions de manifester

émises par la Préfecture. **Au retour des vacances, pas d'inquiétude, on est bien de retour dans la France policière de l'Etat d'Urgence.**

Et **puisque la facture de madame la député-maire était totalement fausse, nous avons décidé de la régler en fausse monnaie**, des billets imprimés à l'effigie de Nathalie Appéré et de François Hollande.

Nous les avons symboliquement dispersés devant la porte close de la mairie. Nous sommes ensuite partis en manifestation spontanée sur les quais, avant de remonter rue de l'Horloge. Le cordon de police nous a brutalement empêchés de remonter vers la maison du Peuple, distribuant au passage quelques coups de matraque. Les sales habitudes sont dures à perdre !

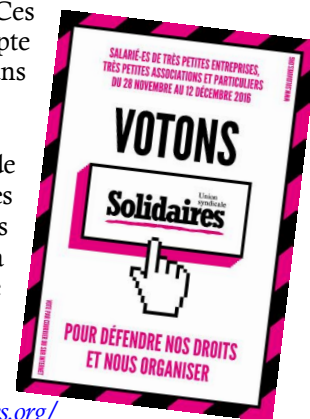


## **Elections TPE/TPA : toutes et tous concerné-e-s**

Entre le 28 novembre et le 12 décembre 2016, les salarié-es des très petites entreprises (TPE), des très petites associations (TPA) ou du particulier employeur, voteront pour choisir le syndicat qui les représente le mieux. Dans chaque région, ils et elles éliront 10 représentant-es syndicaux issus eux-aussi de TPE. Ces élections permettront aussi de renouveler nos conseiller-es prud'hommes et seront prises en compte pour le calcul de la représentativité de chaque organisation syndicale au plan national, dans l'ensemble du secteur privé.

Vidéos, brochures, affiches, tracts, autocollants, l'Union syndicale Solidaires met à disposition plein de matériel qui ne demande qu'à être utilisé : stations de métro, terminaux de bus, RER, marchés, rues ou zones commerçantes, les endroits ne manquent pas pour organiser des diffusions de tracts. Lors des prochaines réunions de syndicat et de section syndicale, prenons quelques minutes pour voir à quoi nous pouvons participer, ce que nous proposons de prendre en charge comme activité interprofessionnelle locale. **Un collage ou une diffusion de tracts, ça ne prend pas beaucoup de temps et ne nécessite pas de mobiliser un grand nombre de camarades, mais c'est très utile pour le développement de Solidaires !**

Tout le matériel est disponible et téléchargeable sur le site [www.election-tpe-solidaires.org/](http://www.election-tpe-solidaires.org/)



## **Yvelines : le MEDEF défié sur ses terres**

Plusieurs dizaines de militant-es de Solidaires et de Nuit Debout s'étaient donné-es rendez-vous le 31 août, **devant les portes de l'université d'été du MEDEF** à Jouy-en-Josas.

En guise de « dialogue social » dont les patrons pourtant se gargarisent, les militant-es ont été confronté-es à un important dispositif policier, mis en place pour les accueillir. Ce qui n'a pas empêché le rassemblement devant le HEC campus où se tenait le raout patronal, d'être très énergique avec deux heures revendicatives. L'autoritarisme de la Police devient une habitude et des contrôles d'identité ciblant les manifestant-es les plus jeunes ont même eu lieu en fin de manifestation, ainsi que la verbalisation de notre camion.

Nous ne nous laisserons pas impressionner et nous reviendrons l'année prochaine manifester notre opposition à la collusion du pouvoir avec ce syndicat patronal.

## **Paris : solidarité avec les migrant-es et leurs soutiens**

Depuis juin 2015, de nombreux campements de réfugié-es dans Paris ont été évacués, parfois violemment. Quand les migrant-es ne sont pas arrêté-es et conduit-es au commissariat ou en centre de rétention, ils et elles sont relogé-es dans des centres d'hébergement ou à l'hôtel. Pour autant leur situation reste toujours des plus précaires.

Le 12 août 2015, un certain nombre d'entre elles et eux, hébergé-es dans un centre d'Emmaüs Solidarité, a décidé d'une grève de la faim pour protester contre les conditions indignes qu'ils et elles subissaient en contradiction avec les promesses faites par le directeur de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) lors de leur évacuation de la halle Pajol (18e), à savoir : un suivi de leurs démarches et un hébergement correct. Ils et elles entendaient ainsi accélérer la prise en charge de leur demande d'asile et obtenir des conditions d'hébergement dignes.

Le soir même, quatre personnes, dont deux camarades de SUD Culture Solidaires, contactées par les réfugié-es et venues pour les soutenir, ont été arrêtées et placées en garde à vue durant 48 heures puis déférées. **Un 1<sup>er</sup> procès a eu lieu le 9 octobre 2015, sur une fausse accusation de séquestration de personnes et pour refus de prélèvement d'ADN.**

Condamné-es, contre toute évidence, à 4 mois de prison avec sursis et à payer des amendes à deux des cinq employé-es d'Emmaüs, ils/elles ont immédiatement fait appel de cette lourde condamnation.

Le procès en appel aura lieu le lundi 3 octobre à 13h30 devant la Cour d'appel de Paris. A cette occasion, SUD Culture Solidaires et Solidaires :

- ♦ Apportent leur entier soutien à l'ensemble des personnes poursuivies,
- ♦ Font part de leur consternation face à l'attitude d'Emmaüs en cette occasion,
- ♦ Dénoncent une politique répressive cherchant toujours plus à criminaliser toute action de solidarité envers les réfugié-es afin de décourager, sur ces questions comme d'autres, toute volonté de résistance...
- ♦ Appellent à participer au repas de soutien organisé à la Nouvelle rôtisserie le 30 septembre et au rassemblement organisé le jour de l'audience à partir de 13 heures place du Châtelet.

